

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/313
G/SG/19
23 juillet 1999
(99-3094)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:5 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DU RÉSULTAT DES CONSULTATIONS

ÉTATS-UNIS

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 juillet 1999.

Conformément aux dispositions de l'article 12:5 de l'Accord sur les sauvegardes et compte tenu du mode de présentation convenu pour les notifications (document G/SG/1, daté du 1^{er} juillet 1996), les États-Unis adressent la notification suivante au Conseil du commerce des marchandises concernant le résultat des consultations au titre de l'article 12:3 sur une mesure de sauvegarde proposée visant les importations de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée relevant des sous-positions 0204.10.00, 0204.22.20, 0204.23.20, 0204.30.00, 0204.42.20 et 0204.43.20 du Tarif harmonisé des États-Unis.

1. Indiquer la disposition au titre de laquelle les consultations ont eu lieu (à savoir l'article 12:3 ou article 12:4)

Article 12:3.

2. Indiquer la référence du document de l'OMC notifiant la mesure de sauvegarde au sujet de laquelle des consultations ont eu lieu au titre de l'article 12:3 ou 12:4

Notifications au titre de l'article 12:1 c) et de l'article 9, note de bas de page 2, de l'Accord sur les sauvegardes, de la décision d'appliquer une mesure de sauvegarde (document G/SG/N/10/USA/3-G/SG/N/11/USA/3, daté du 9 juillet 1999 et distribué aux Membres le 12 juillet 1999).

3. Indiquer les Membres participant aux consultations ainsi que la période pendant laquelle les consultations ont eu lieu

Australie et États-Unis:	4 mai 1999	(Genève)
	14 juillet 1999	(Washington)

Nouvelle-Zélande et États-Unis:	28 avril 1999	(Genève)
	14 juillet 1999	(Washington)

./.

4. Décrire les résultats des consultations

Les États-Unis ont décrit les dispositions pertinentes de leur législation et les dispositions requises pour mettre en œuvre la mesure de sauvegarde proposée. Ils ont également répondu à un certain nombre de questions sur les facteurs pris en considération pour parvenir à une décision de prendre une mesure. Les autres Membres ont dit qu'ils estimaient qu'aucune mesure ne devrait être prise à l'encontre de leurs exportations. Il n'a pas été possible d'arriver à un règlement mutuellement satisfaisant de la question.
